



Termes de Reference pour l'activité B1 1.1 Ateliers d'échange entre producteurs et utilisateurs de données

Titre du Projet	Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones - #PAGOF 2
Partenaires	Unité d'administration technique
Opérateurs	Expertise France
Directeur de Projet	Nicole Nkoa
Email	nicole.nkoa@expertisefrance.fr / asma.sabri@expertisefrance.fr
Pays/institution	Tunisie –Administration et OSC
Opérateur sur l'activité	Expertise France
Activité	Ateliers d'échange entre producteurs et utilisateurs de données

Description et contexte du PAGOF2

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert-PGO de septembre 2016 à septembre 2017, la France s'était engagée à soutenir la transparence de l'action publique au niveau international par un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d'action. Le Gouvernement français a ainsi mis en place, via un financement de l'Agence Française de Développement-AFD, le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF).

Sur cette base, l'AFD a décidé de confier à Expertise France qui est l'agence française de coopération technique internationale et CFI, ce projet à destination des pays d'Afrique francophone et, ainsi, d'accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leurs réformes de gouvernement ouvert.

Fort du succès rencontré lors de sa première phase (PAGOF1) qui s'est achevée en juin 2022, le PAGOF2 ambitionne de poursuivre son action d'accompagnement du processus de co-construction et de suivi de l'action publique, en s'ouvrant sur d'autres pays partenaires, passant ainsi de 3 à 5 pays d'Afrique Francophone membres du PGO.

Dans cette nouvelle phase, le PAGOF2 continuera son appui aux côtés des administrations et de la société civile de la Tunisie, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Sénégal et du Maroc dans la mise en œuvre des engagements techniques du Gouvernement Ouvert et dans la mise en place de leur Plan d'Action National.

L'objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le Gouvernement Ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l'action publique et l'accès aux données, l'intégrité de l'action publique et des agents publics et l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d'Afrique francophone dans leur démarche d'adhésion au PGO et de renforcer la dynamique régionale du gouvernement ouvert notamment grâce à la mise en réseau et les échanges d'expérience entre pairs.

Deux axes d'intervention sont priorisés dans chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s'attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d'Action National (PAN).

Description des Objectifs de l'activité

L'activité s'inscrit dans le cadre des actions de l'Axe B : Renforcement des capacités techniques et appui à la mise en œuvre des engagements. Plus spécifiquement l'appui à l'engagement5 du 4 -ème PAN : Améliorer l'ouverture des données publiques et promouvoir leur réutilisation

En vue d'encourager le développement de l'écosystème des données ouvertes en collaboration avec l'unité d'administration électronique, il est proposé la mise en place un cadre d'échange qui vise à renforcer la collaboration entre les producteurs de données publiques et les réutilisateurs.

L'open data en tant que projet transverse et inclusif, nécessite une appropriation par les acteurs comme étant un maillon d'un écosystème qui implique la participation aussi bien des administrations que des citoyens (osc, journalistes, secteur public...) pour assurer sa survie. A cet effet, différencier les cibles de l'ouverture des données, connaître les principaux formats d'animation d'une politique open data, connaître les principaux modes de valorisation des données, sont quelques défis pédagogiques qui seront relevés tout au long de ces ateliers.

Ils cibleront spécifiquement les universités et les start-uppeurs dans le but de promouvoir la réutilisation des données publiées en format ouvert et de susciter la demande pour une production plus régulière de données.

Les principaux objectifs de ces ateliers sont les suivants :

- Sensibiliser et communiquer davantage autour le programme national OD et data.gov.tn auprès des ré-utilisateurs potentiels de données ouvertes.
- Identifier les besoins spécifiques des ré utilisateurs de données publiques, en particulier des universités et des start-uppeurs, dans les domaines économiques et sociale en mettant un accent particulier sur les besoins liés à la dimension de genre.
- Prioriser la publication des données en fonction de leur pertinence et de leur potentiel d'impact pour soutenir les projets d'innovation et de développement. en tenant compte des enjeux de genre.
- Examiner la qualité actuelle des jeux de données existants et proposer des améliorations afin d'accroître leur utilité et leur pertinence.
- Faciliter le dialogue et la collaboration entre les producteurs et les ré utilisateurs de données, en créant un espace propice à l'échange d'idées et à la Cocréation. en veillant à une représentation équilibrée des sexes dans les discussions.
- Encourager la création de valeur ajoutée à travers la réutilisation des données, en stimulant la demande et en renforçant l'engagement des acteurs concernés. en mettant en avant l'importance de l'inclusion de la perspective de genre dans les projets d'innovation.

Le Projet PAGOF prendra en charge les couts et frais de fonctionnement liés à ces ateliers.

Prestations :

- Elaborer une proposition sur le déroulement des ateliers (secteurs et ré-utilisateurs potentiels à inclure, méthodologie, fil conducteur)
- Faciliter les débats pour identifier les exigences, classer les données et suggérer des améliorations.
- Résumé des débats et rédaction d'un rapport clair et succinct.
- Recommandations pour maximiser l'utilisation des données dans l'innovation et le développement.
- Rédaction d'un rapport synthétique sur l'utilisation des données publiques dans les domaines susmentionnés.

Livrables

- Plan détaillé des ateliers, y compris les sujets à aborder, les méthodes d'animation et les supports de présentations utilisés
- Rapport de fin de mission comprenant une synthèse des discussions, des recommandations stratégiques et des prochaines étapes.

Type de contrat

Court terme

Nombre de jours d'expertise

La durée totale de l'expertise est de 9 jours, répartie comme suit :

3 jours pour l'animation des ateliers,

4 jours dédiés à la préparation,

2 jours alloués au reporting.

Calendrier prévisionnel

Septembre octobre

Lieu d'exécution

Tunisie

Profil requis de l'expert

- Connaissance des principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, participation citoyenne etc. ;
- Excellente connaissance sur l'ouverture des données publiques (open data : enjeux, impacts, acteurs,
- Connaissance en gestion, analyse et interprétation de données complexes.
- Connaissance des domaines sociaux et économiques, avec une compréhension des enjeux et des tendances actuelles.
- Une expérience prouvée dans la conception et l'animation d'ateliers collaboratifs et interactifs
- Bonne connaissance du contexte administratif tunisien
- Expérience dans la mise en œuvre de projet/activités sur les principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements,
- De solides compétences en communication pour faciliter les interactions entre les producteurs, les universités, les start-uppeurs et les ré utilistateurs de données.
- La capacité de travailler avec des groupes diversifiés et spécifiquement orientés vers les universités et les start-uppeurs.
- Connaissance des réglementations de protection des données personnelles
- Expérience dans la rédaction de rapports techniques et stratégiques.

Langue(s) de travail

Français/ Arabe

Soumission des propositions.

Les prestataires intéressés doivent inclure les documents suivants dans leurs propositions :

- Une brève proposition technique détaillant leur compréhension du contexte et des termes de Référence, la méthode proposée (contenu ; durée de l'atelier, méthodologie envisagée) ainsi qu'une proposition de calendrier ;
- Le CV de l'expert(e) proposé(s) contenant des informations détaillées sur les qualifications, l'expérience et les références appropriées ;
- Une proposition financière détaillée en jours-homme au total. L'offre financière devra être établie en Hors Taxes (HT) et en Toutes Taxes Comprises (TTC).

Les candidats devront indiquer l'entreprise/entrepreneur qui pourrait être amenée à conclure le marché avec Expertise France (Société avec n° d'enregistrement légal au registre des sociétés et ayant donc le droit d'émettre des factures)